

01/07/2026

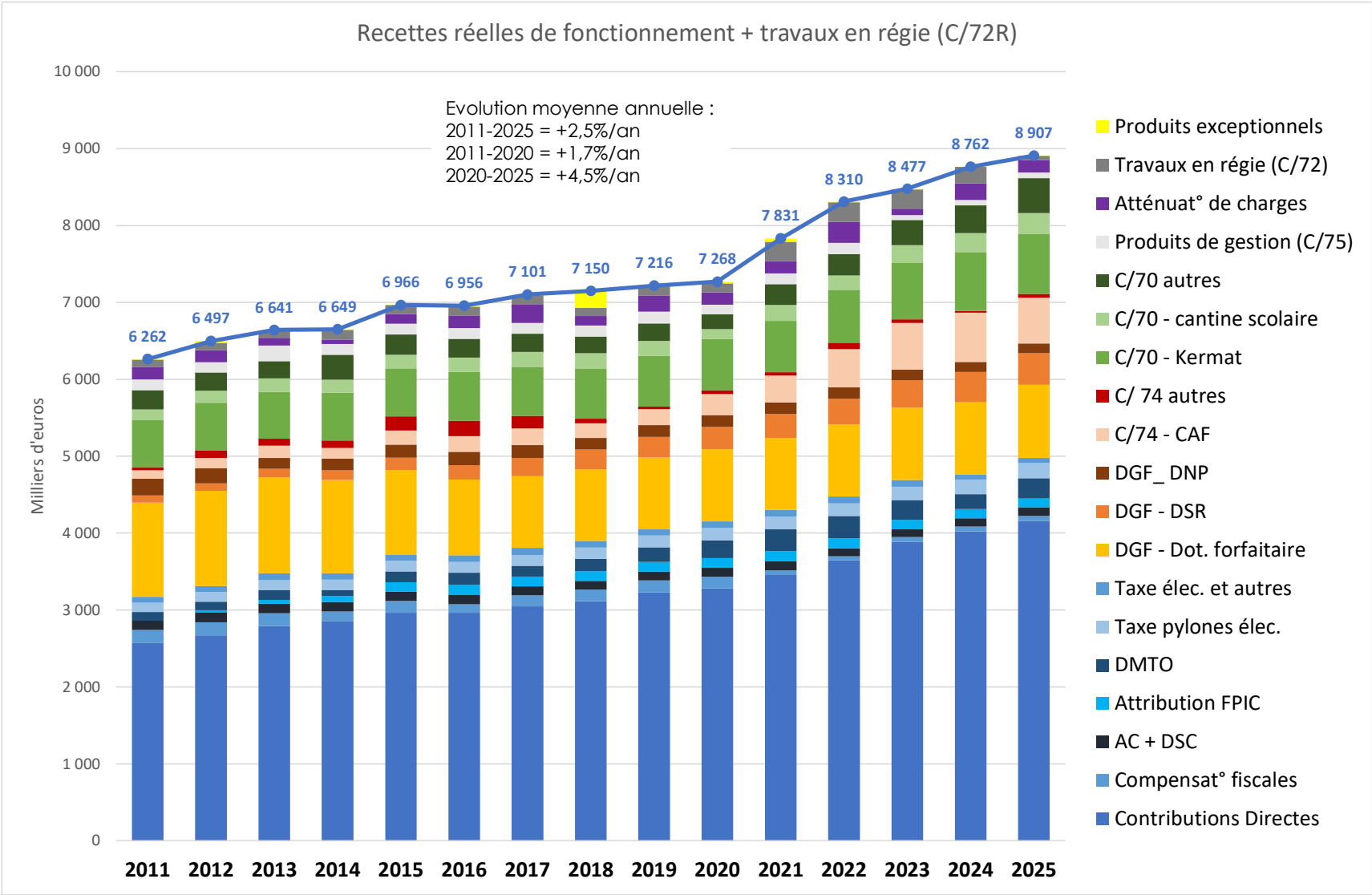


Analyse financière rétro-prospective

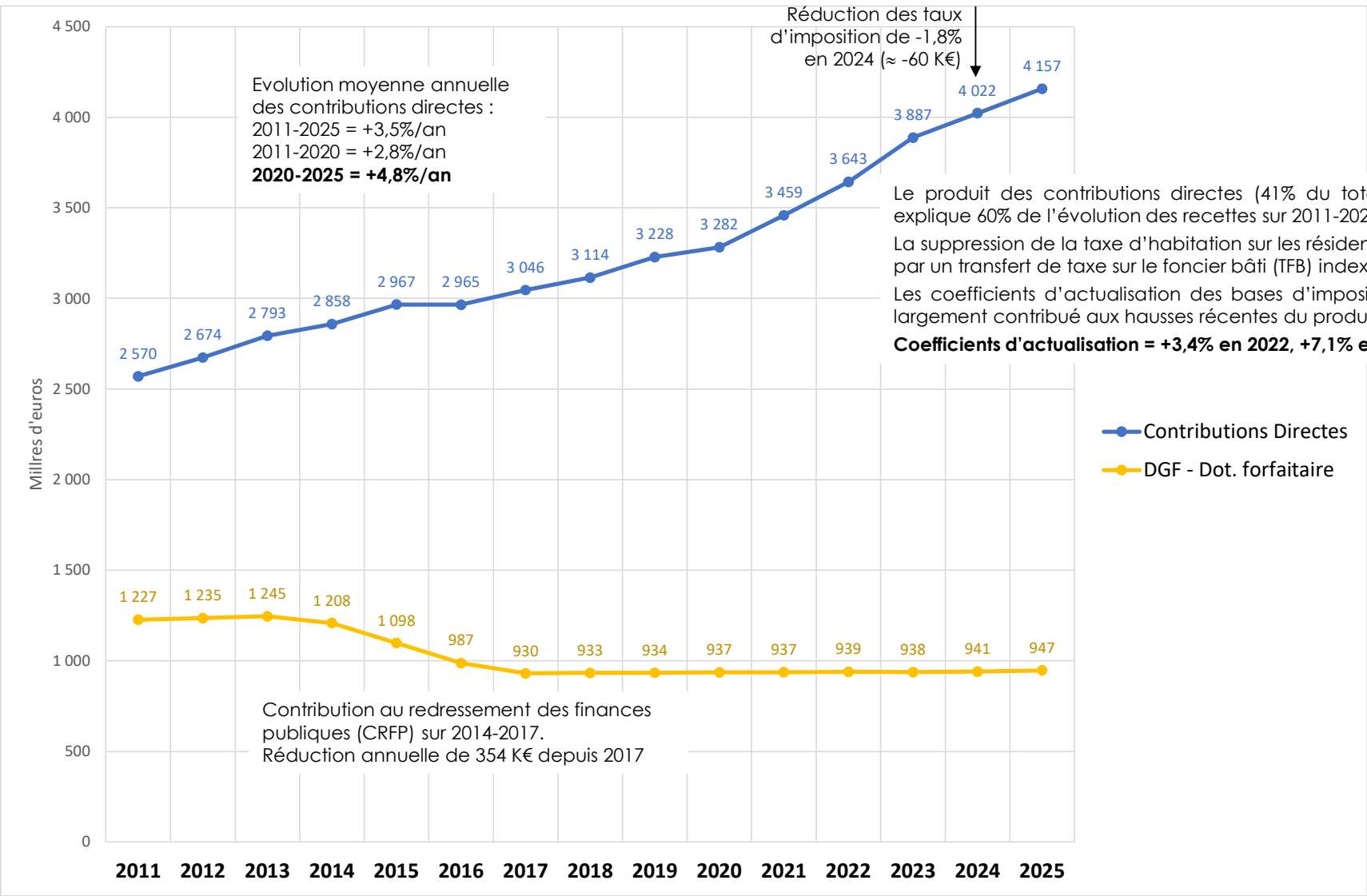
Support de présentation

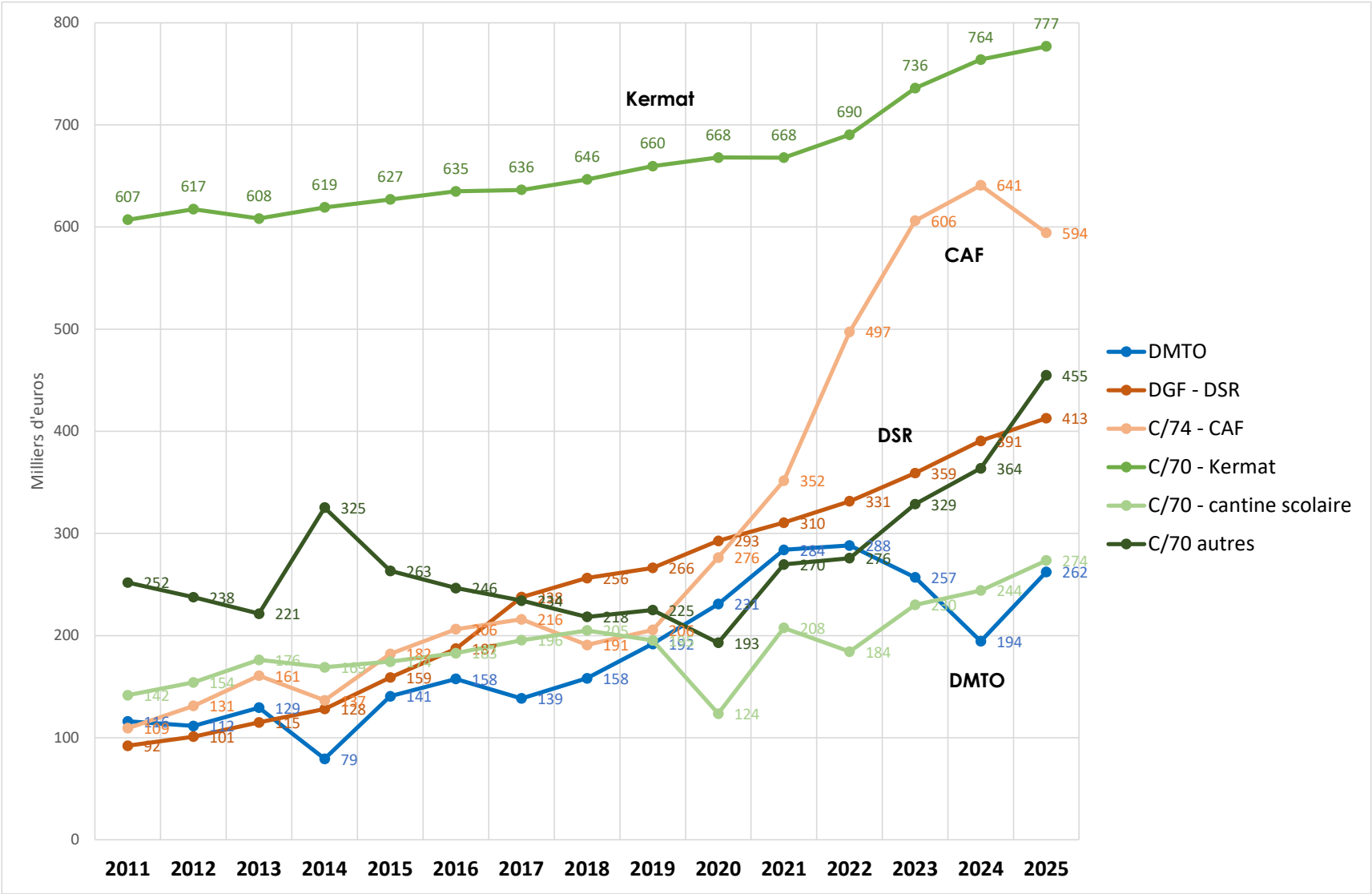
1

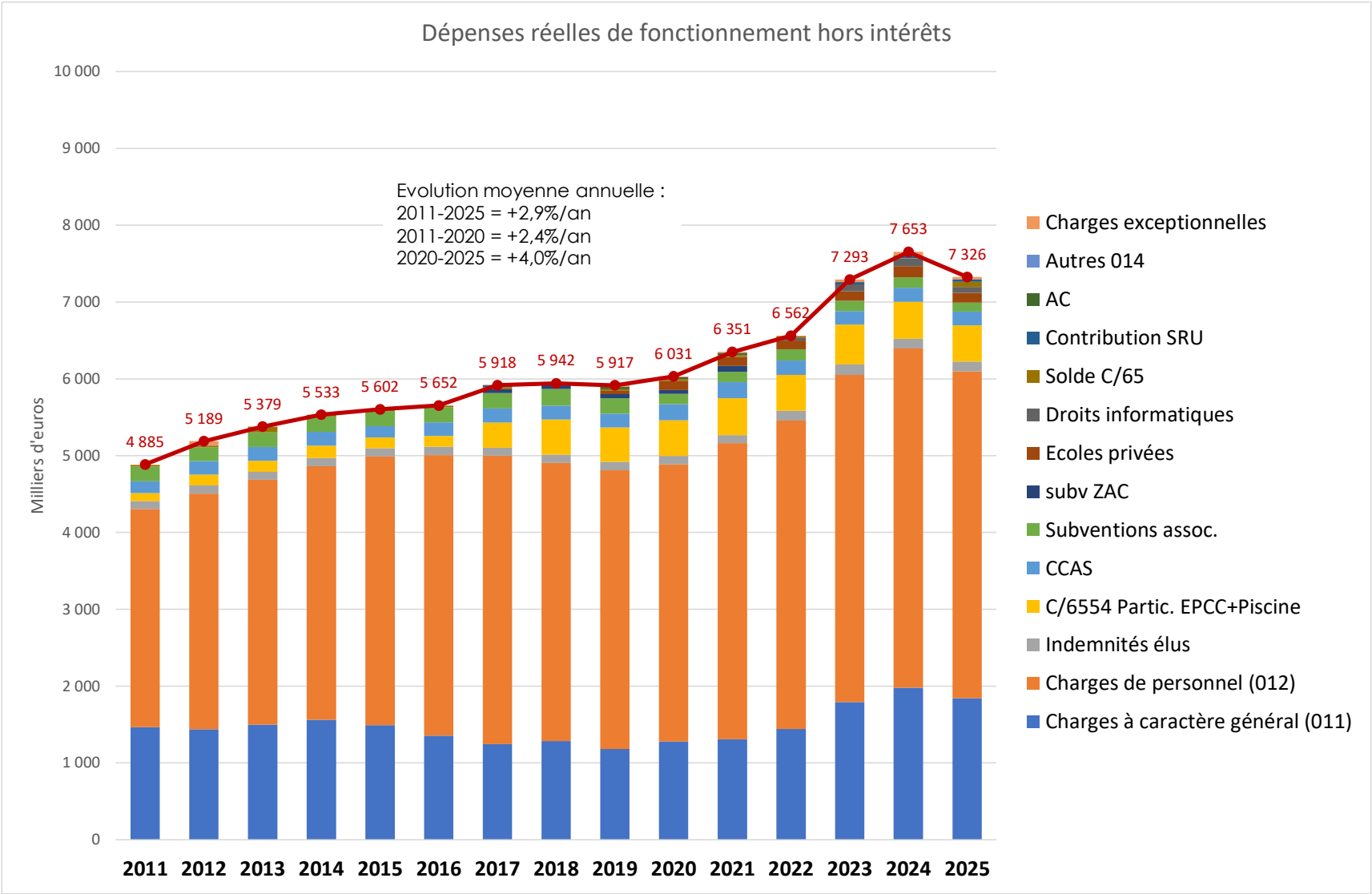
Analyse financière rétrospective du budget principal

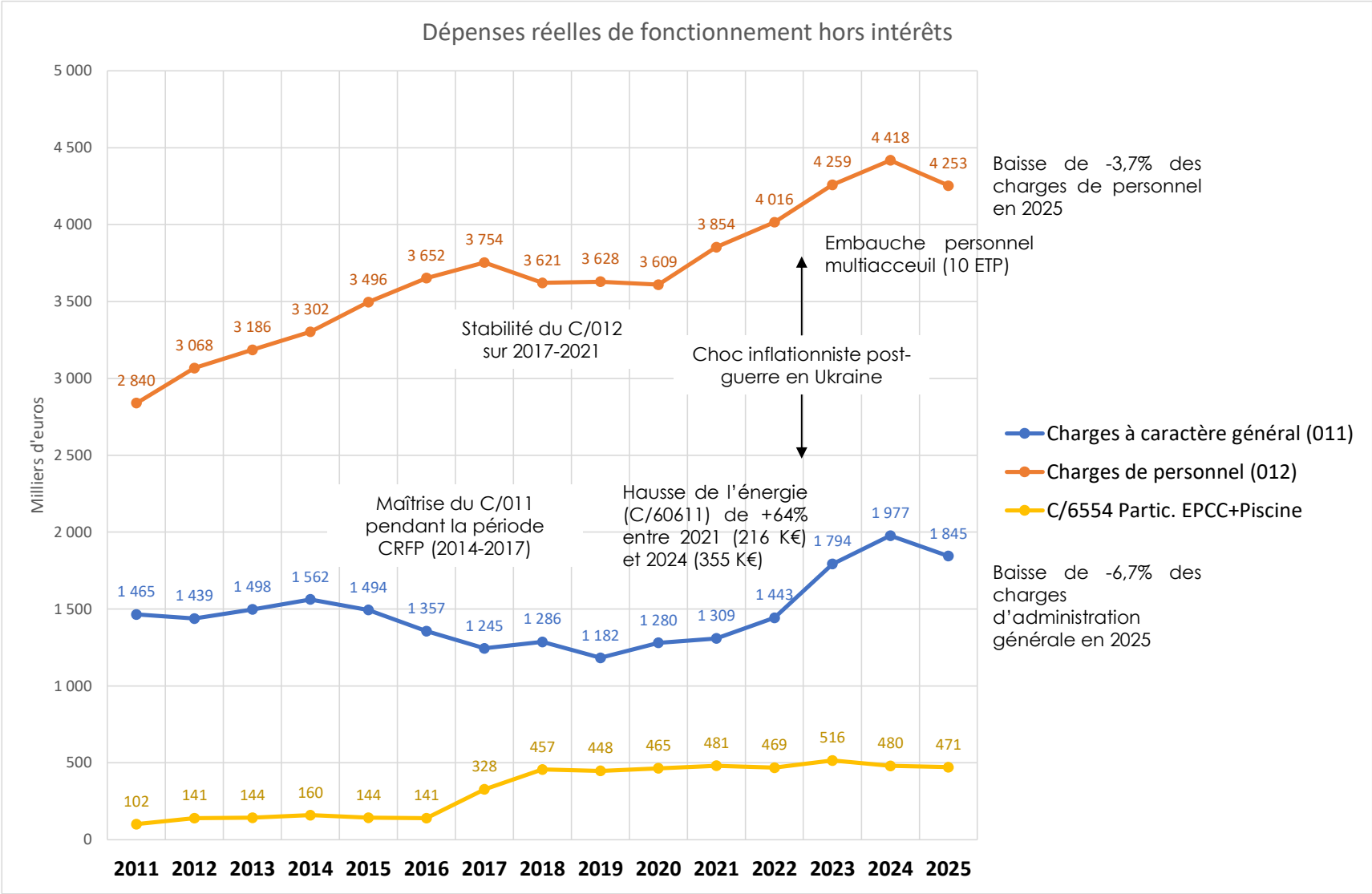


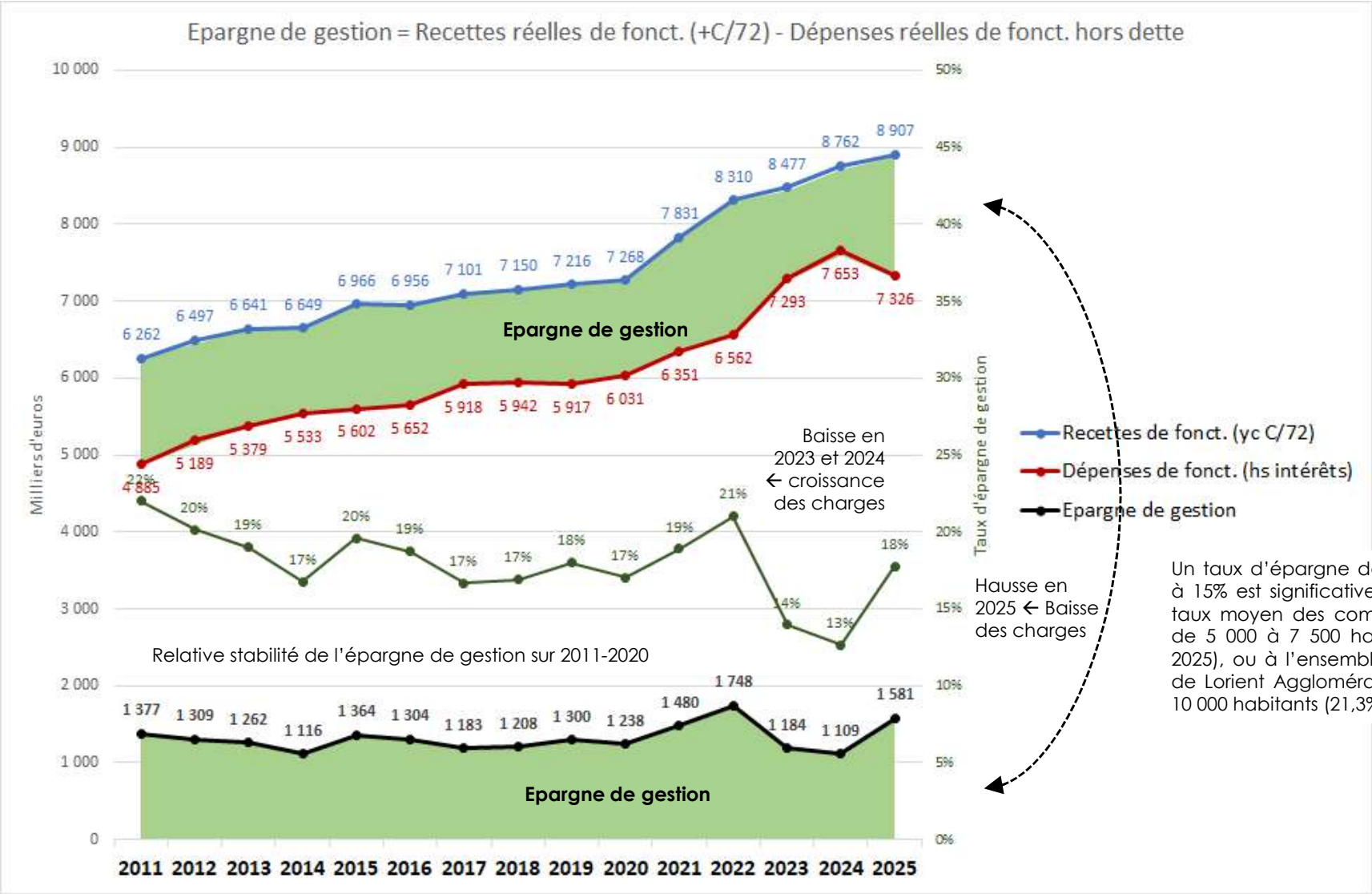
Zoom sur les contributions directes et sur la dotation forfaitaire

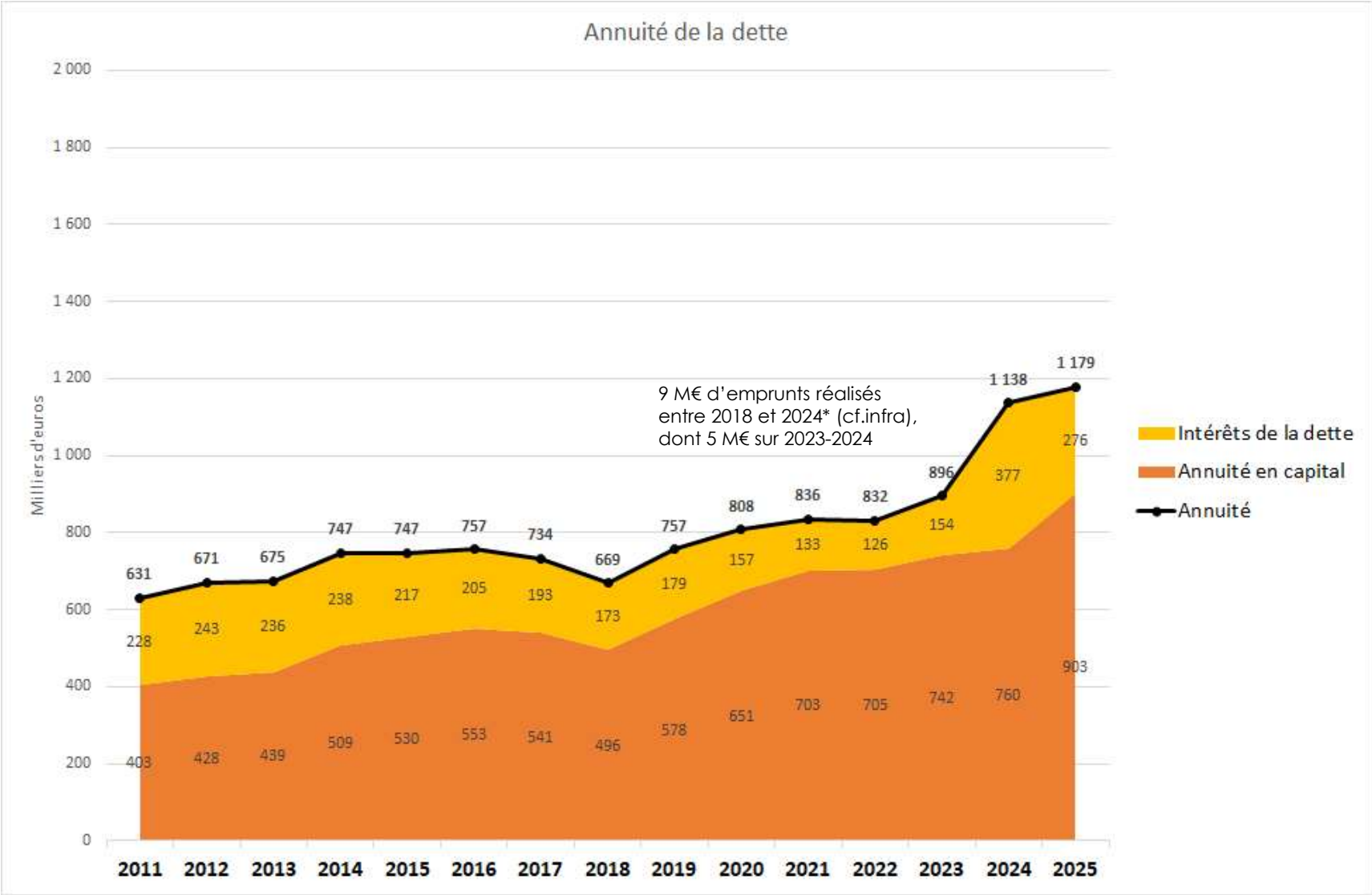


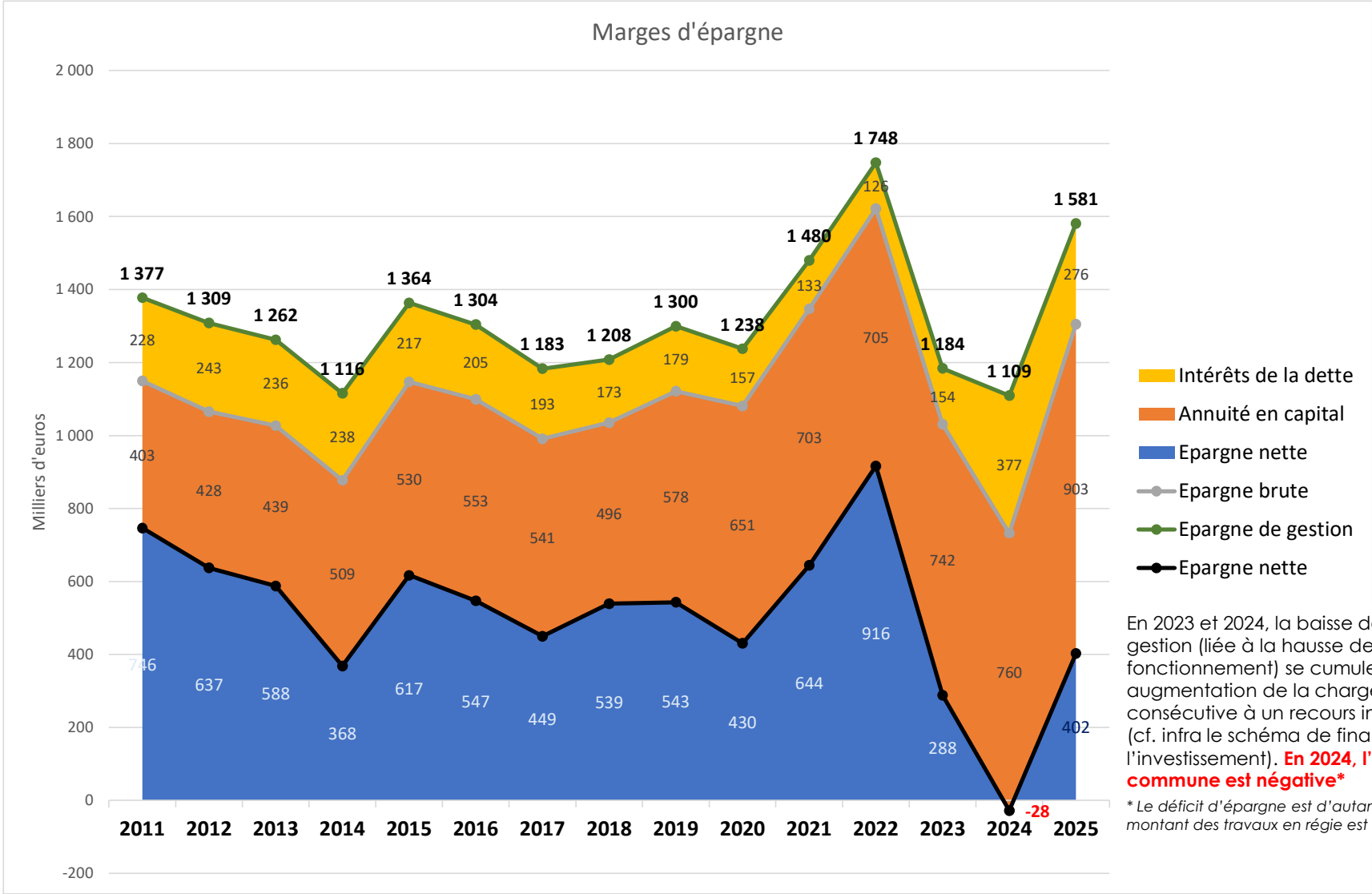


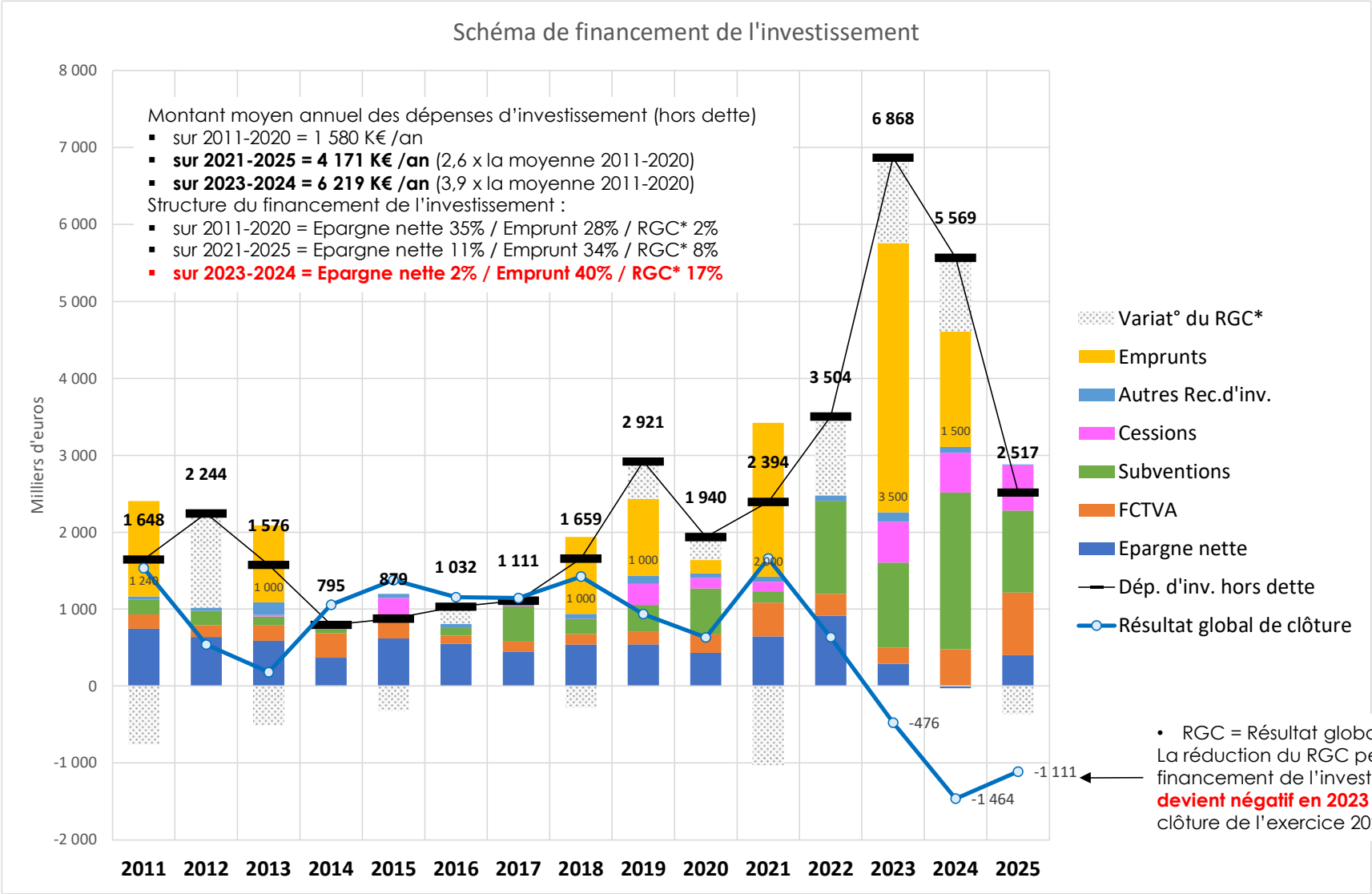












La situation financière, équilibrée jusqu'en 2022, devient critique à la clôture de l'exercice 2024

Alors que l'équilibre financier reste satisfaisant jusqu'en 2022 (avec notamment un délai de désendettement stabilisé à 5 années depuis 2015 et passant sous les 4 ans en 2022), la réalisation d'un important programme d'investissement (12,4 M€ sur 2 ans), dans un contexte de hausse des charges de fonctionnement (en partie liée aux conséquences du choc inflationniste de 2022) entraîne **une rapide dégradation de la situation financière du budget principal de la ville d'Inzinzac-Lochrist, au point de présenter des signes critiques à la clôture de l'exercice 2024** :

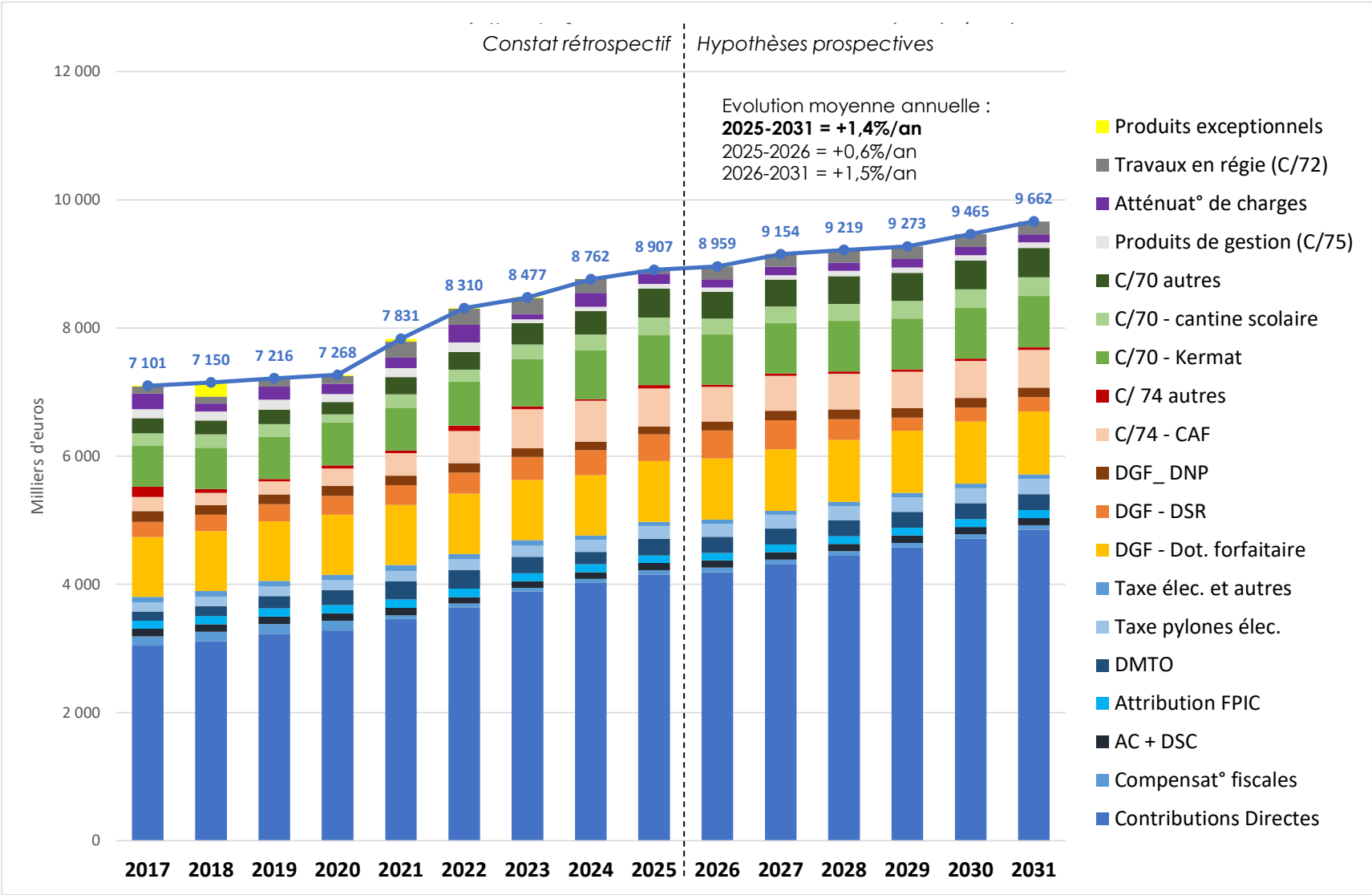
- La réduction de l'épargne de gestion occasionnée par la hausse des charges de fonctionnement (+8,0% /an sur 2022-2024, dont +17% /an sur les charges à caractère général et +4,9% /an sur les charges de personnel), accentuée par la baisse des taux d'imposition de -1,8%, se conjugue à une augmentation de la charge de la dette consécutive au recours important à l'emprunt nécessaire au financement du programme d'investissement, pour conduire à une **chute de l'épargne nette, qui devient négative en 2024**.
- Malgré 5 M€ d'emprunts en 2 ans, le besoin de financement de l'investissement n'est pas couvert. L'engagement de dépenses non financées entraîne une utilisation intégrale des réserves et la constitution d'un déficit global de clôture. Outre les contraintes de trésoreries associées, la commune affiche **un déficit global (investissement + fonctionnement) de -1,4 M€ à la clôture du budget 2024**, soit une dette à rembourser au Trésor Public d'un montant au moins équivalent (sans compter la nécessaire reconstitution du fonds de roulement).
- L'encours de la dette passe d'environ 6 M€ à près de 10 M€ au 31/12/2024. La chute concomitante de l'épargne brute entraîne une **dégradation brutale du délai de désendettement qui passe de moins de 4 ans en 2022 à plus de 13 ans en 2024**, rendant toute perspective d'emprunts à court terme, soit impossible, soit associée à des conditions financières défavorables.

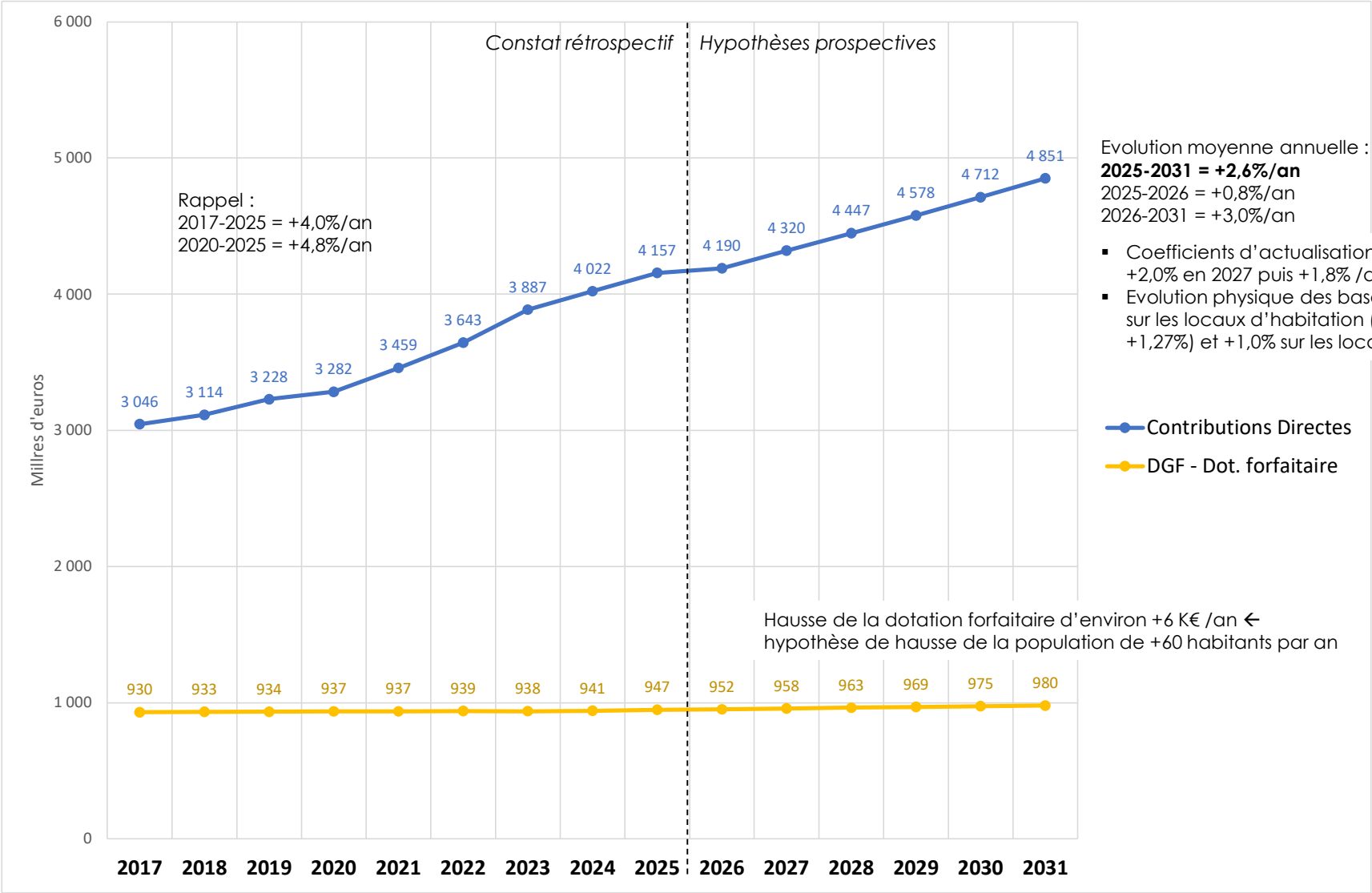
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ev° taux d'imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-1,8%	0,0%
Ev° nominale charges fonctionnement courant strictes	1,2%	0,9%	4,2%	0,8%	-1,2%	2,2%	5,2%	3,9%	10,3%	4,7%	-4,0%
Epargne nette	617	547	449	539	543	430	644	916	288	-28	402
Dépenses investissement hors capital	879	1 032	1 111	1 659	2 921	1 940	2 394	3 504	6 868	5 569	2 517
Emprunt	0	0	0	1 000	1 000	170	2 000	0	3 500	1 500	0
Variation résultat global de clôture choisie	321	-223	-10	280	-488	-304	1 027	-1 025	-1 110	-988	364
Résultat global de clôture	1 378	1 154	1 144	1 424	936	632	1 659	634	-476	-1 464	-1 111

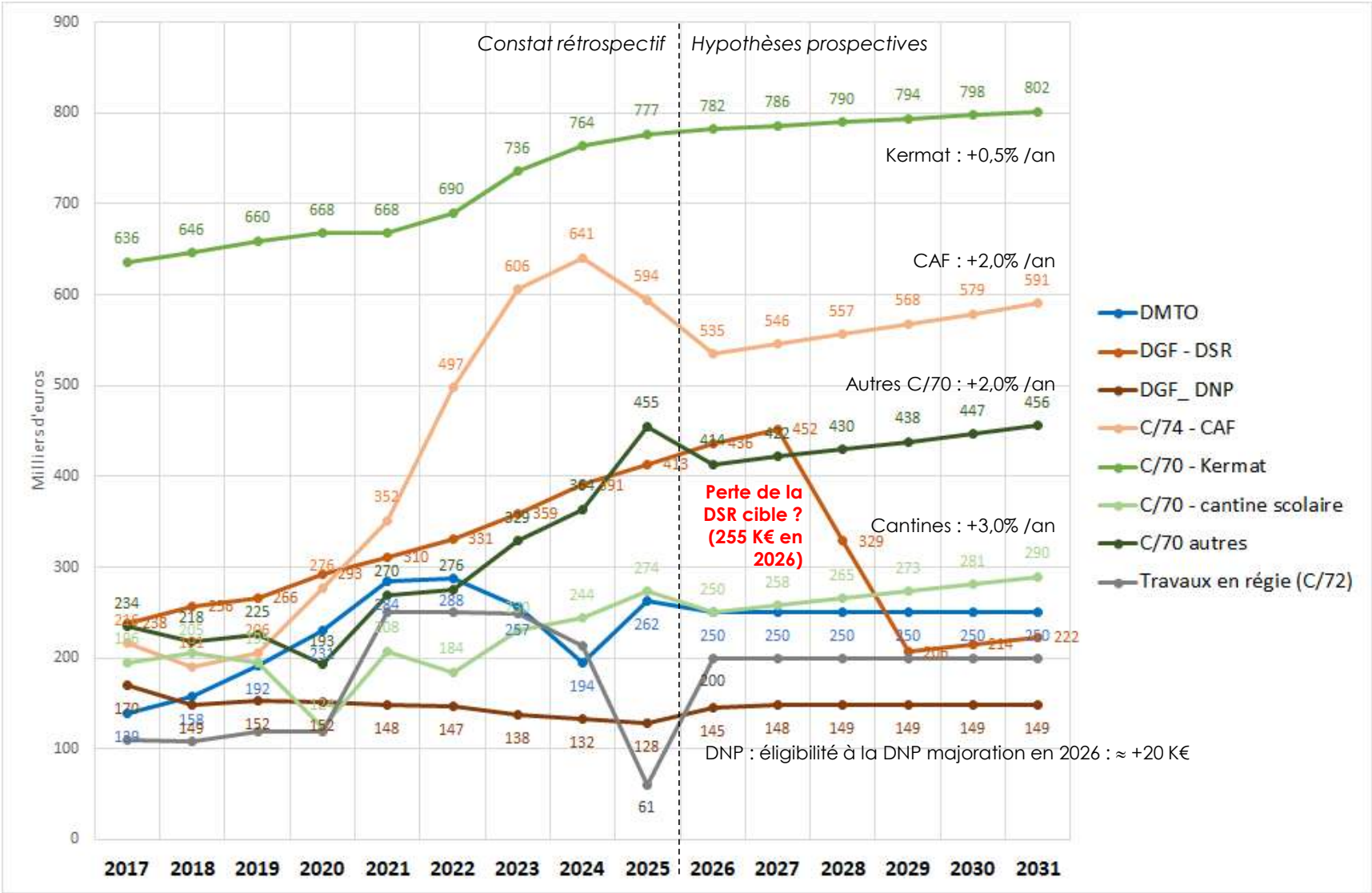
Variables de pilotage	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours corrigé au 31.12	6 308	5 756	5 215	5 719	6 141	5 660	6 958	6 252	9 010	9 750	8 847
Ep brute	1 147	1 099	991	1 035	1 121	1 081	1 347	1 621	1 030	732	1 305
Encours corrigé 31.12 / Ep brute	5,5	5,2	5,3	5,5	5,5	5,2	5,2	3,9	8,7	13,3	6,8
RGC / DRF (en jours)	86,4	71,9	68,3	85,0	56,0	37,3	93,4	34,6	-23,3	-66,6	-53,4
Résultat global de clôture / Dépenses réelles (en jour)	69,6	56,6	53,8	62,8	35,6	26,3	63,2	21,2	-11,5	-37,2	-36,8
RPI : indice (cavalerie budgétaire si <1)	2,2	4,3	3,3	3,7	2,0	2,0	2,0	3,6	1,3	1,0	1,3
Ep brute / Prod fct	16,5%	15,8%	14,0%	14,5%	15,5%	14,9%	17,2%	19,5%	12,2%	8,4%	14,7%

2

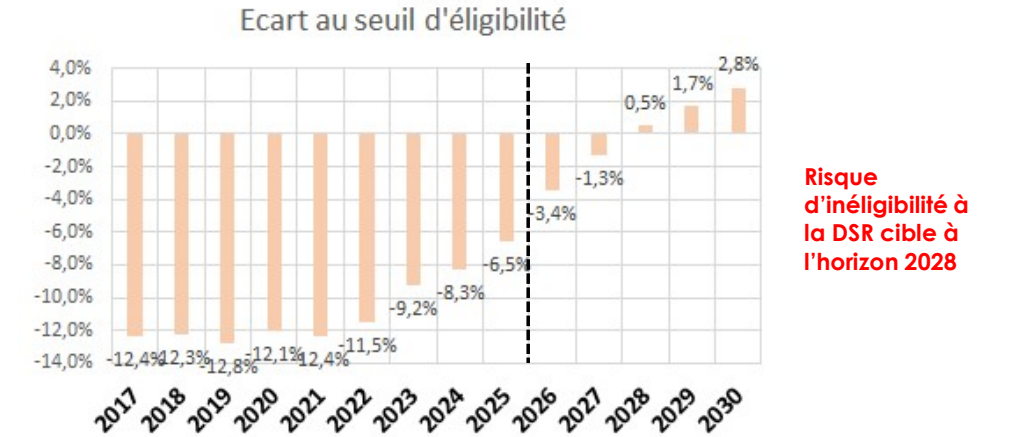
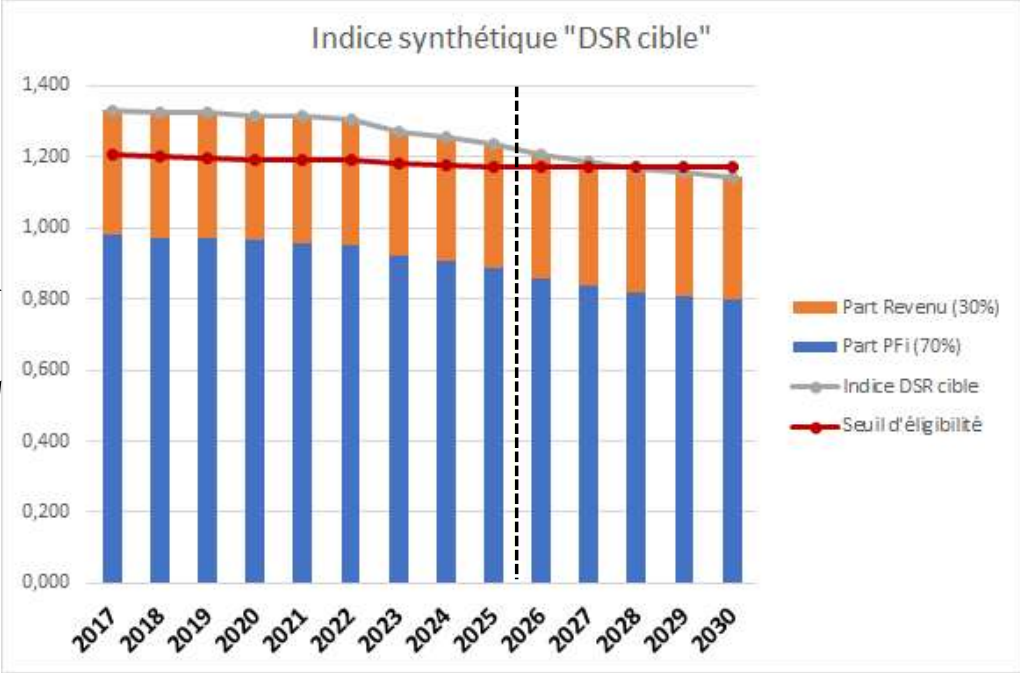
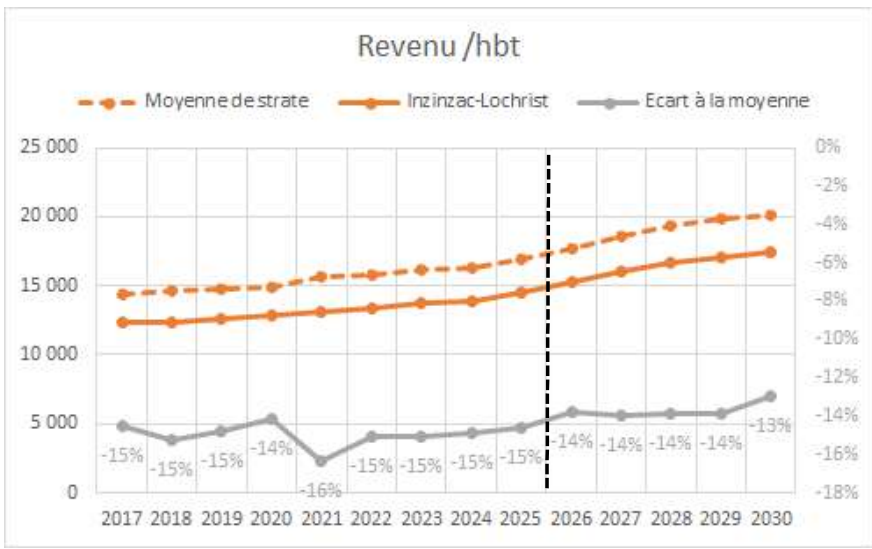
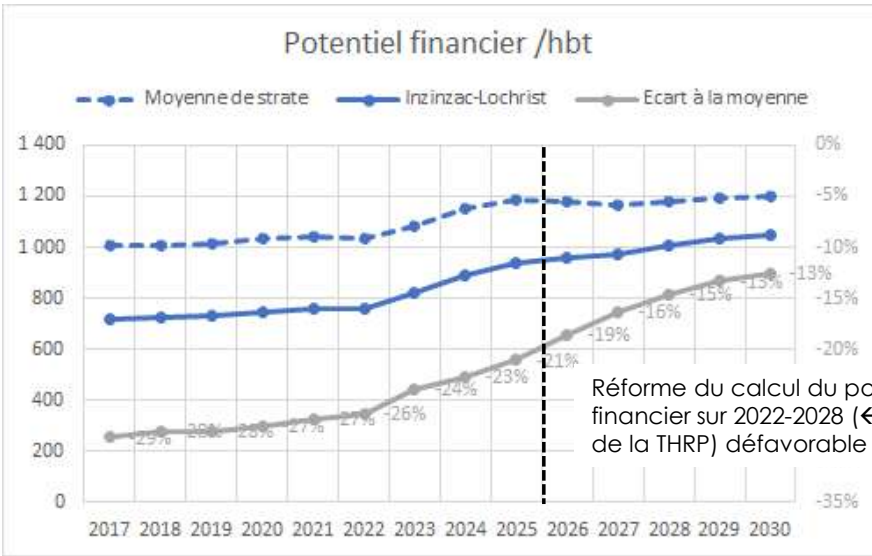
Simulation financière prospective du budget principal

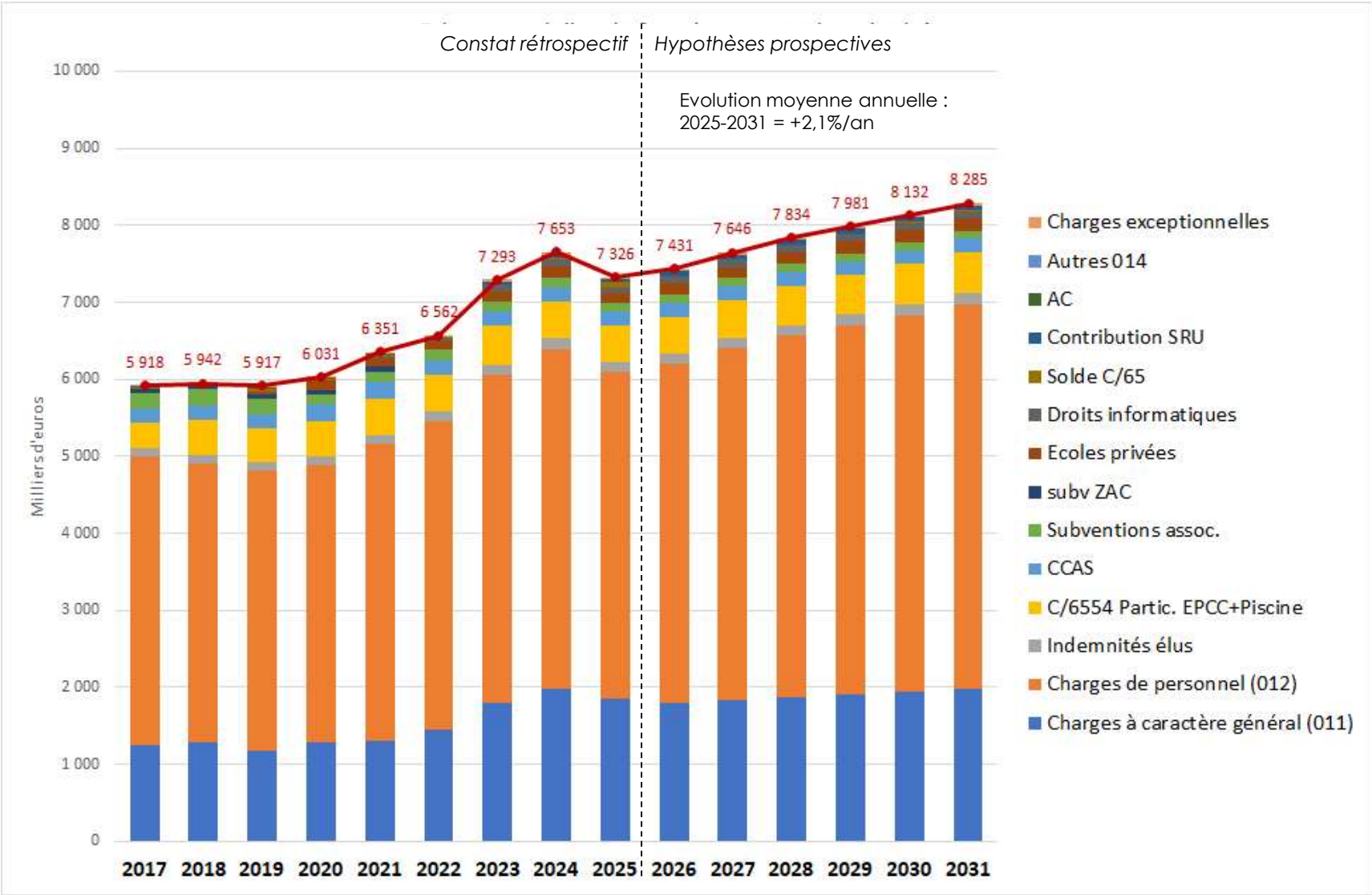


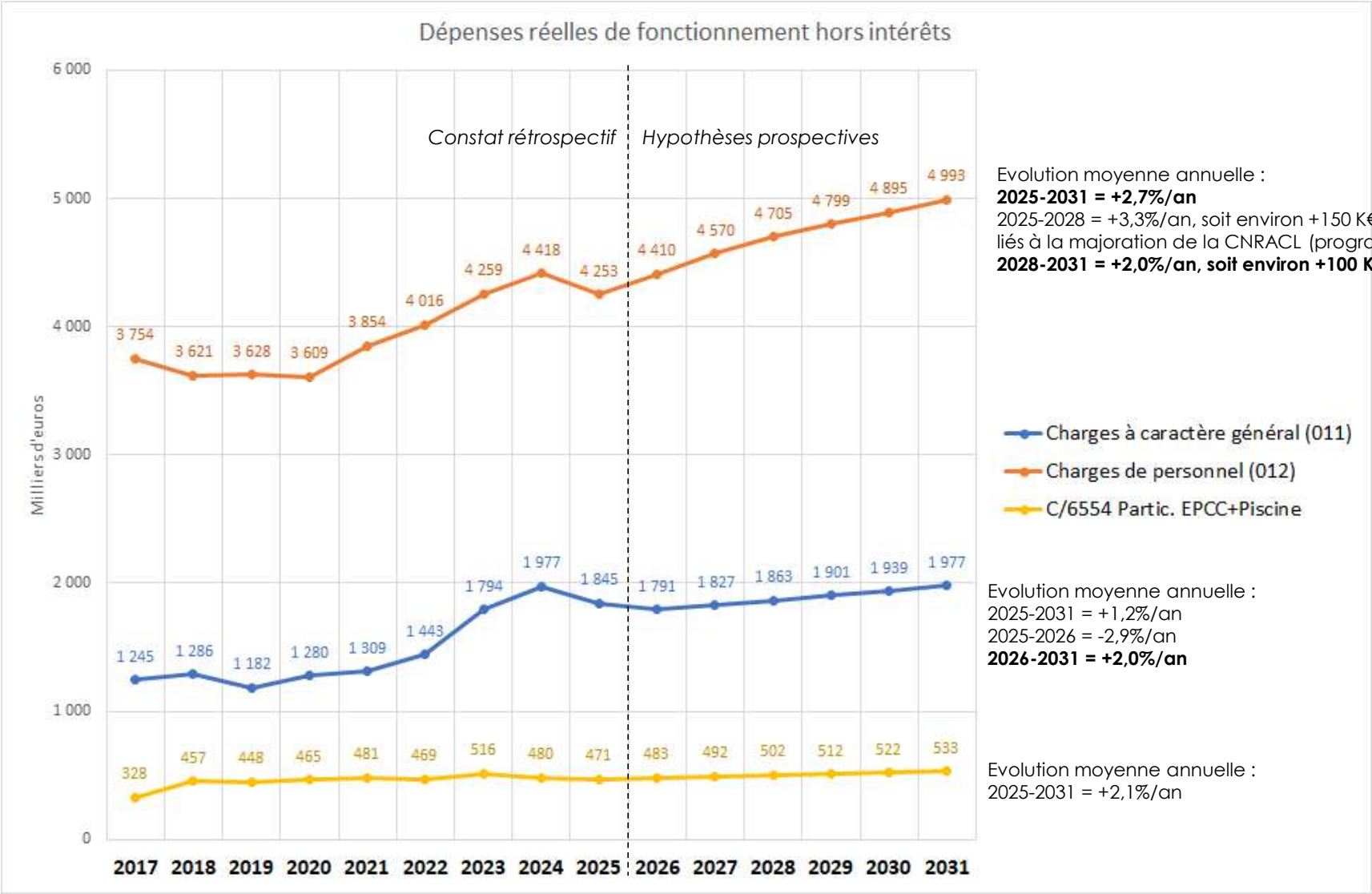


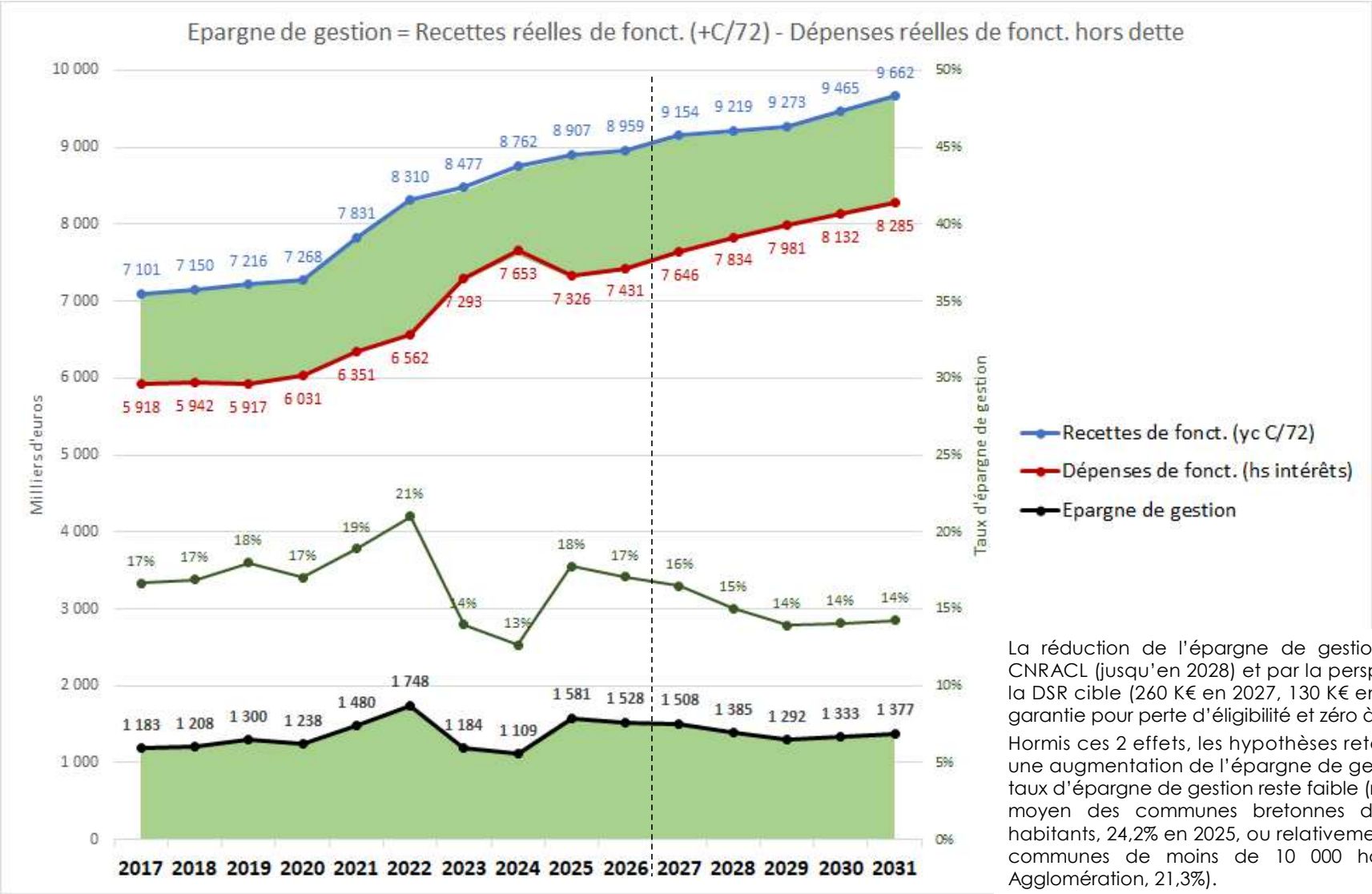


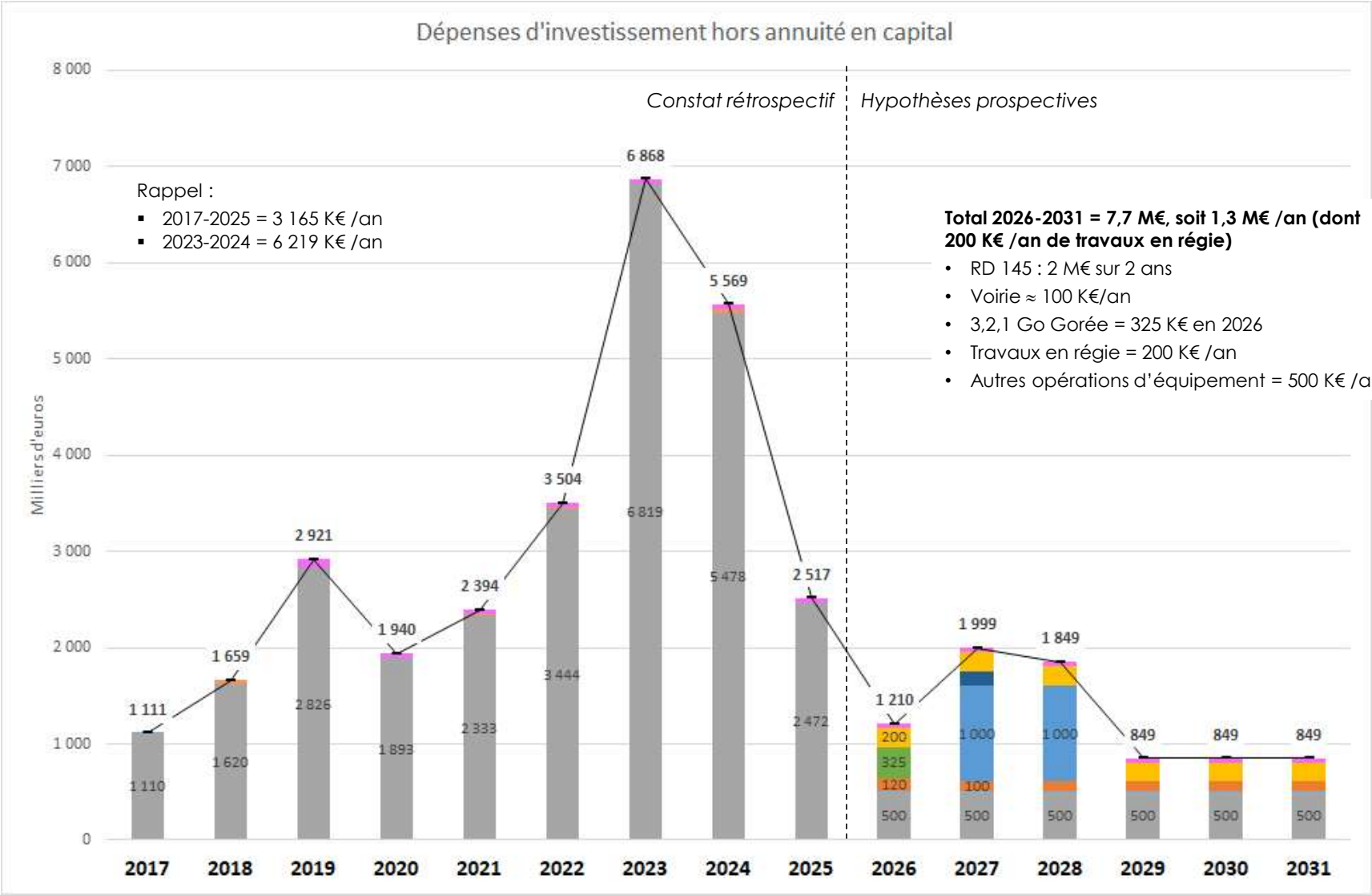
Risque de perte de la DSR cible (hypothèse retenue dans la simulation n°1)

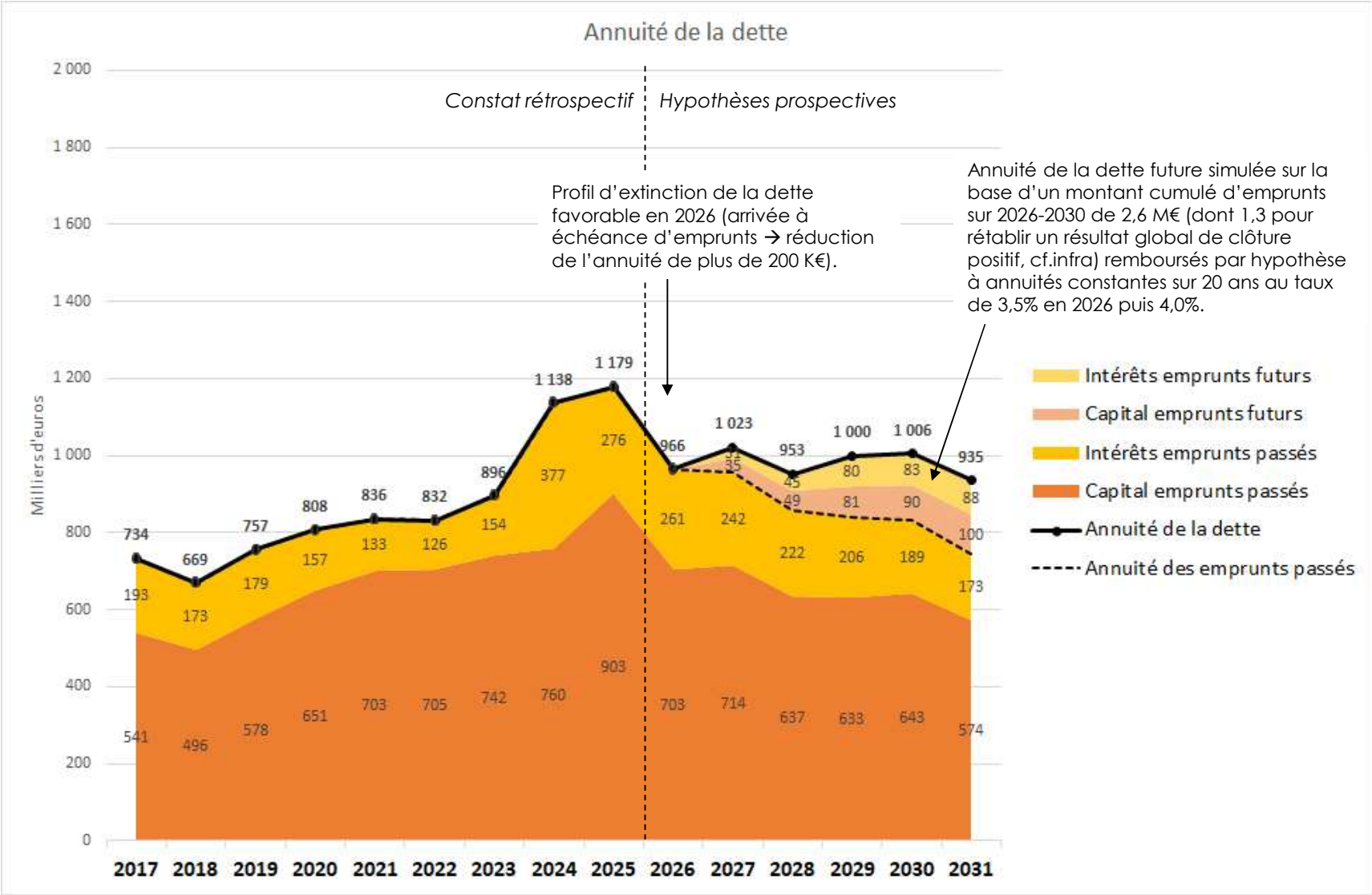


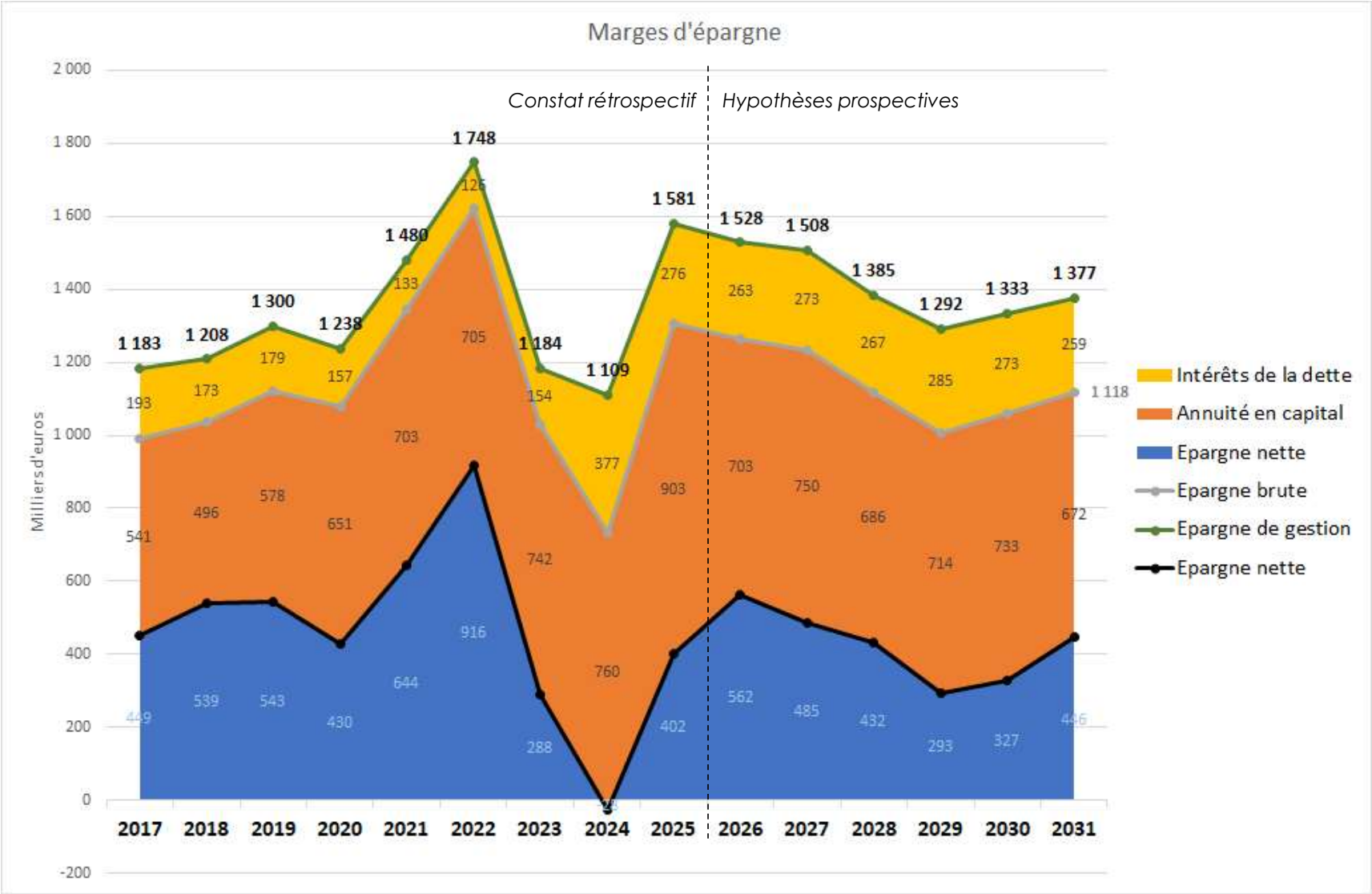






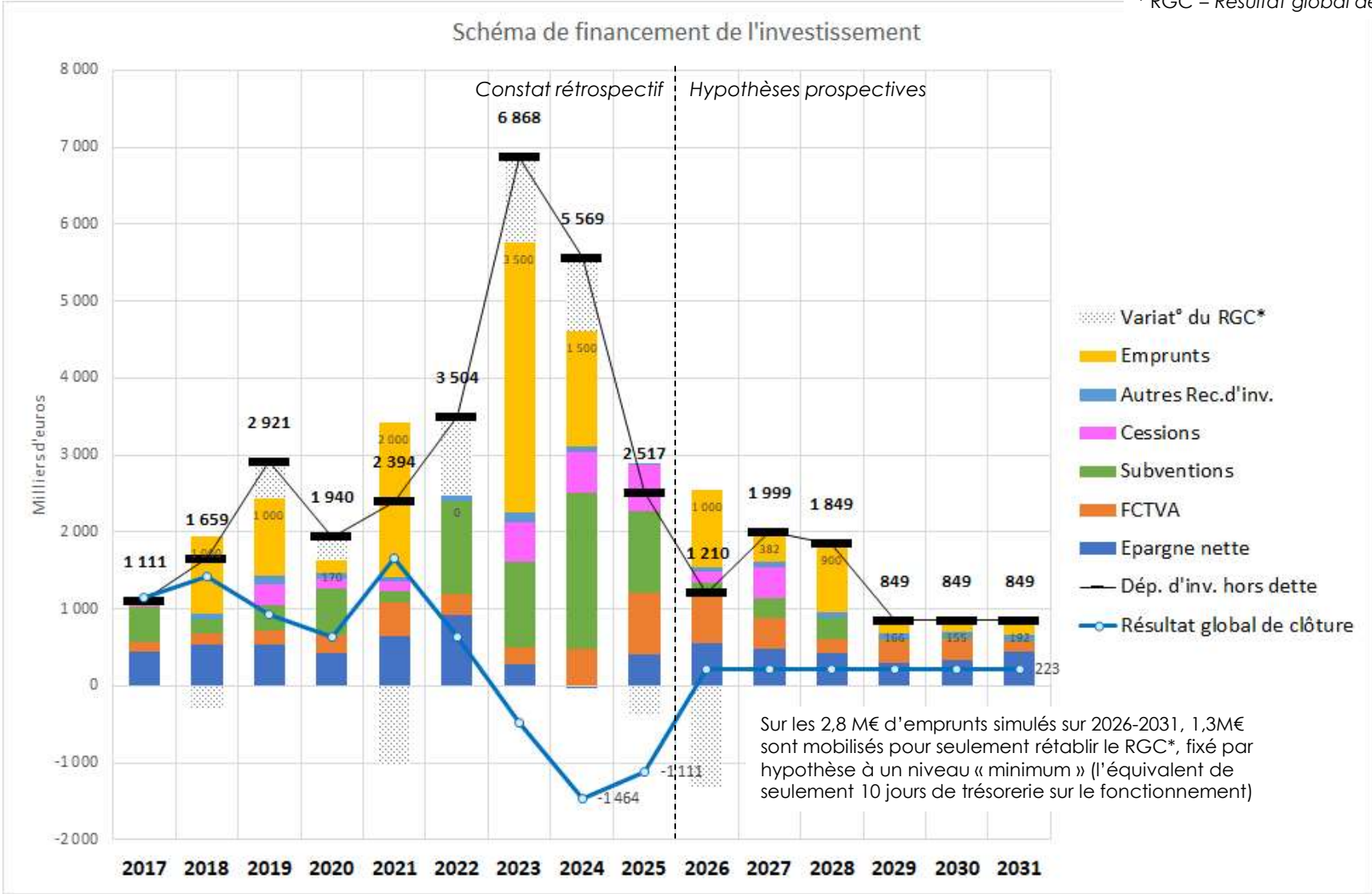






Simulation n°1 : un financement de l'investissement contraint par la nécessité de rétablir un résultat de clôture positif

* RGC = Résultat global de clôture.



Simulation n°1 : retour à l'équilibre au prix d'un programme d'investissement limité

La contrainte posée par un résultat global de clôture (RGC) de -1,1 M€ au 31/12/2025 (-1,5 M€ au 31/12/2024) explique l'hypothèse d'un **emprunt de 1 M€ intégralement affecté au comblement de ce déficit**. Néanmoins, le RGC simulé à (seulement) 223 K€, nécessiterait probablement toujours le recours à une ligne de trésorerie.

Hormis le problème posé par le déficit global de clôture, la commune risque de devoir faire face à un effet indirect de la suppression de la TH sur les résidences principales : la réforme du calcul du potentiel fiscal lui est défavorable (en moyenne, par rapport aux autres communes de sa strate démographique), ce qui risque de conduire à la **perte de l'éligibilité à la DSR cible**, seule composante dynamique de la DGF, qui est estimée à 260 K€ pour 2027 (255 K€ en 2026). La simulation conduit à envisager cette perte en 2028 (-50%) et 2029 (-100%). Les marges d'épargne de la commune sont également affectées jusqu'en 2028 par la majoration de la cotisation à la **CNRACL**, estimée à +50 K€ par an.

Une fois passés ces 2 effets (majoration de la CNRACL et perte de la DSR cible), la maîtrise d'une évolution des charges de fonctionnement courant inférieure à +2% par an permet d'envisager une augmentation de l'épargne de gestion après 2029. Mais **les taux d'épargne demeurent faibles**.

Dans ce contexte, à pression fiscale constante, l'hypothèse testée d'un PPI réduit à sa portion congrue (hormis 2 M€ pour la 2^{ème} tranche de la RD 145, 100 K€ de voirie, 500 K€ d'opérations diverses et 200 K€ de travaux en régie), permet d'envisager **une lente amélioration du délai de désendettement, qui passerait sous le seuil des 7 ans en 2031**.

Cette simulation n°1, réalisée « toutes choses égales par ailleurs », supporte les conséquences d'un programme d'investissement passé excessif au regard des capacités financières de la commune. Mais elle ne préjuge pas des conséquences potentielles d'autres paramètres susceptibles d'affecter sa situation financière : quid de la contribution des collectivités au redressement des comptes publics ? de l'avenir de Kermat ? de l'évolution du pacte fiscal et financier avec la Communauté ? d'une éventuelle réorganisation des services ? des besoins futurs en fonctionnement comme en investissement (écoles, équipements sportifs, isolation thermique des bâtiments, etc...) ?

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Ev° taux d'imposition	0,0%	0,0%	0,0%	-1,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Ev° nominale charges fonctionnement courant strictes	5,2%	3,9%	10,3%	4,7%	-4,0%	1,1%	2,9%	2,5%	1,9%	1,9%	1,9%
Epargne nette	644	916	288	-28	402	562	485	432	293	327	446
Dépenses investissement hors capital	2 394	3 504	6 868	5 569	2 517	1 210	1 999	1 849	849	849	849
Emprunt	2 000	0	3 500	1 500	0	1 000	382	900	166	155	192
Variation résultat global de clôture choisie	1 027	-1 025	-1 110	-988	364	1 334	0	0	0	0	0
Résultat global de clôture	1 659	634	-476	-1 464	-1 111	223	223	223	223	223	223

Variables de pilotage	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Encours corrigé au 31.12	6 958	6 252	9 010	9 750	8 847	9 145	8 777	8 991	8 443	7 865	7 385
Ep brute	1 347	1 621	1 030	732	1 305	1 265	1 235	1 118	1 007	1 061	1 118
Encours corrigé 31.12 / Ep brute	5,2	3,9	8,7	13,3	6,8	7,2	7,1	8,0	8,4	7,4	6,6
RGC / DRF (en jours)	93,4	34,6	-23,3	-66,6	-53,4	10,6	10,3	10,0	9,8	9,7	9,5
Résultat global de clôture / Dépenses réelles (en jour)	63,2	21,2	-11,5	-37,2	-36,8	8,5	7,6	7,6	8,3	8,1	8,1
Ep gestion / Prod fct	18,9%	21,0%	14,0%	12,7%	17,8%	17,1%	16,5%	15,0%	13,9%	14,1%	14,3%
Ep brute / Prod fct	17,2%	19,5%	12,2%	8,4%	14,7%	14,1%	13,5%	12,1%	10,9%	11,2%	11,6%